



COMMUNIQUE

Force Ouvrière Corrèze

Après les annonces du Président de la République lors de la Conférence de Presse du 14 janvier, la Commission Exécutive de l'Union Départementale FORCE OUVRIERE de la Corrèze exprime ses plus vives inquiétudes pour les salariés du privé comme du Public face aux mesures annoncées et au caractère libéral de la politique économique mise en œuvre par le Gouvernement. Le 18 janvier, le Président de la République doit venir servir le même discours lors des vœux aux Corrèziens

Parmi ces annonces, un nouveau cadeau au patronat qui après les 20 milliards déjà obtenu la suppression des cotisations patronales aux allocations familiales d'ici 2017 d'un montant de 35 milliards d'Euros. Cette décision menace l'avenir de la branche famille de la sécurité sociale. Et c'est encore les salariés qui paieront ce transfert par le biais de l'impôt. Après avoir payé la crise, les salariés vont devoir payer l'austérité dont le fil conducteur est l'allègement du coût du travail.

Le mécanisme de contreparties envisagé pour l'emploi reste très aléatoire. En effet, par le passé, le patronat n'a jamais tenu les promesses d'emploi auquel il s'était engagé.

Exemple : en 1980 avec la promesse GATTAZ-père de créer 471.000 embauches en échange de moins de contraintes sur l'emploi, puis 45000 avec la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

Aucune promesse n'a été tenue.

Aucune exonération n'a conduit à la baisse du chômage ni de la précarité.

Aujourd'hui Monsieur GATTAZ-fils promet encore de créer 1 million d'emplois !

Le Président de la République veut imposer un pacte de responsabilité avec Etat-Patrons-Syndicats où les exonérations sociales seraient échangées contre des promesses d'emplois. Force Ouvrière, organisation libre et indépendante ne peut s'engager dans une collaboration qui vise à nous faire co-gérer la politique d'austérité annoncée par le chef de l'Etat. Notre place est aux côtés des salariés pour revendiquer salaires - emploi - sécurité sociale....

Ces plans vont aggraver les attaques contre les salaires, les emplois, la sécurité sociale, les Services Publics et les droits nationaux des salariés.

L'accélération du démantèlement des Services publics avec l'acte 2 de la MAP ainsi que la

programmation de la réduction du nombre des régions voire la suppression des départements, le regroupement forcé des communes pour faire des économies présente un réel danger pour l'organisation républicaine du pays en voulant instaurer « une République des territoires » et en conférant un pouvoir réglementaire adaptable aux régions.

C'est la remise en cause de l'indivisibilité et l'égalité républicaine qui aura pour conséquence d'accroître les inégalités.

Devant cette offensive généralisée contre les salariés dans le privé comme dans le public, Force Ouvrière est déterminé à faire entendre les revendications des salariés et à organiser une « riposte interprofessionnelle y compris par la grève »

L'Union Départementale Force ouvrière appelle les salariés à participer au grand meeting national FO le 29 Janvier à Paris pour « combattre l'austérité, une nécessité sociale et démocratique ».

L'union Départementale Force Ouvrière soutient l'appel à la grève du 18 Mars 2014 de l'ensemble des fédérations syndicales des organismes sociaux et la manifestation devant Matignon pour les salaires, l'emploi et la convention collective. Les revendications sont celles de tous les salariés et la convergence des grèves et actions des secteurs divers est posée pour cette journée.